

Discours – Rénovation du Palais de Justice de Laon
Jeudi 21 septembre 2011

Messieurs les chefs de cours,
Mesdames, Messieurs les chefs de juridictions,
Monsieur le Sénateur-maire, Antoine Lefèvre,
Mesdames, Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis d'être aujourd'hui à Laon, alors que nous entrons dans une nouvelle phase de rénovation des lieux judiciaires de votre cité. Nous fêtons, il y a quelques jours, les journées du patrimoine, et je suis ravi que nous poursuivions cette valorisation en réhabilitant le palais de justice de votre ville.

Je sais, Mesdames et Messieurs les élus, que vous teniez à préserver les juridictions de Laon au sein du palais épiscopal ; et je dois dire que je vous suis parfaitement dans cette volonté de promouvoir ce patrimoine historique, tout en lui conservant son utilité publique.

La rénovation du palais épiscopal est une chance pour la mise en valeur de ce bel édifice, d'ailleurs classé monument historique. Cette rénovation, que nous menons depuis plusieurs années maintenant, constitue une chance aussi pour que la justice puisse être rendue dans des bâtiments mieux adaptés et accessibles : par l'ensemble des travaux menés, et ceux encore à venir, nous améliorons significativement le fonctionnement des juridictions de Laon – tribunal de grande instance, tribunal d'instance, assises, et conseil des prud'hommes.

1. Depuis plusieurs années, le ministère de la justice s'est engagé dans une vaste opération de réhabilitation du palais épiscopal – qui a représenté jusqu'à présent un investissement de plusieurs millions d'euros. Cette réfection était indispensable pour remédier au vieillissement de ce bel édifice et offrir les meilleures conditions de sécurité aux personnels et aux justiciables.

D'importants travaux de sécurisation ont déjà été menés et je me réjouis qu'aujourd'hui nous puissions bénéficier d'un bâtiment conforme aux normes de

sécurité – une première série de mesures a, en effet, été prise dès 2002 pour remédier aux plus graves défauts de l'édifice puis pour la réfection de la toiture, d'autres travaux ont été engagés à la faveur du plan de relance en 2009 pour un montant de 2 millions d'euros. Des aménagements supplémentaires seront encore conduits, à l'horizon 2012, pour garantir la sûreté des personnels et du public (300 mille euros).

Nos investissements ne s'arrêtent pas là et je suis ravi de pouvoir annoncer le lancement de nouveaux travaux pour la réfection de la cour d'honneur et de la toiture. Pour cette dernière, nous avons jusqu'à présent paré au plus pressé, aujourd'hui nous procédons à une rénovation qui respecte les matériaux historiques du palais épiscopal – nous remplacerons en effet les tôles posées en 2001 et 2008, pour pallier les dégâts des tempêtes de 1999 et 2004, par de véritables tuiles plates de type « Pontigny patrimoine ». Le ministère de la justice et des libertés a déployé plus de 1.4 millions d'euros pour rendre à la toiture de ce monument historique ses caractéristiques architecturales. Je me félicite que le projet aboutisse aujourd'hui car en restaurant le patrimoine de Laon, nous contribuons à valoriser notre patrimoine commun.

Evidemment, rénover ce bâtiment du 12^{ème} siècle est une opération complexe, nous avons su lever tous les obstacles (techniques notamment), en menant des études approfondies, en retenant des matériaux et des moyens adaptés de restauration de l'édifice, et en veillant à préserver les vestiges qu'abrite la cour d'honneur.

2. Les investissements du ministère de la Justice et des libertés ne se sont pas limités au palais épiscopal bien sûr, les autres bâtiments judiciaires de Laon ont aussi fait l'objet de travaux de rénovation pour tenir compte notamment des suites de la réforme de la carte judiciaire – la création d'un pôle de l'instruction, ou le regroupement des tribunaux d'instance et des conseils de prud'hommes de cités voisines, ont supposé l'aménagement et la recherche de nouvelles surfaces.

D'autres mesures doivent encore intervenir, d'abord parce qu'il nous faut désormais reloger le conseil des prud'hommes, Monsieur le Sénateur-maire ayant souhaité réinvestir les locaux qui abritent actuellement cette juridiction. Ces locaux vous les

mettiez d'ailleurs à disposition de la justice, et nous sommes tout à fait conscients qu'ils doivent désormais bénéficier à l'aménagement de notre ville. Je veux vous annoncer, aujourd'hui, que nous sommes parvenus à un accord : le conseil des prud'hommes de Laon sera déménagé dans les bâtiments du « Petit Saint-Nicolas ». Ces locaux, propriété de l'Etat et anciennement occupés par les impôts, seront restructurés afin de répondre aux normes d'accessibilité et d'aménager une salle d'audience. L'accord de principe étant désormais acquis, nous prévoyons que les prud'hommes puissent y siéger fin 2013 ou début 2014.

Enfin, nous prévoyons de poursuivre la réfection du palais épiscopal. Ce nouveau volet de rénovation est désormais avancé, grâce à la collaboration de qualité qui s'est établie entre les autorités locales (commune, département, région) et la Chancellerie. La question du financement a désormais trouvé une réponse adaptée et satisfaisante, qui nous autorisera à mener une large rénovation des bâtiments. Conscients qu'il fallait un financement à la hauteur de l'enjeu, chacun y a mis sa part et a souhaité déployer des moyens conséquents : ce sont ainsi 16.74 millions d'euros qui seront investis par le ministère de la Justice, et plus de 11 millions d'euros par vos collectivités.

Vous l'aurez compris, c'est un chantier d'envergure que nous avons mené et que nous mènerons encore pour les lieux de Justice à Laon. Pour l'ensemble des projets immobiliers conduits à Laon, je voudrais vous adresser à tous mes remerciements, c'est grâce à votre patience et à votre détermination que nous avons pu mener à bien ces travaux et que d'autres pourront encore aboutir. Je profite de l'occasion qui m'est aujourd'hui donnée pour remercier l'agence pour l'immobilier de la justice, les chefs de cours et de juridictions, et les autorités locales, grâce à vous les obstacles ont pu être surmontés.

3. Les résultats que nous constatons ici dans votre ville, nous pouvons les observer également sur tout le territoire. Cet effort mené à Laon pour réhabiliter et restructurer les bâtiments judiciaires, s'inscrit en effet dans le programme sans précédent qu'a engagé le ministère de la justice et des libertés pour rénover l'existant, ou dans certains cas construire de nouveaux lieux de justice.

Ce programme s'est traduit par un investissement de plus d'un milliard et demi pour des opérations immobilières lourdes, confiées à l'Agence pour l'immobilier de la Justice. Par ailleurs, 375 millions d'euros ont été consacrés aux 450 opérations immobilières qui ont accompagné la mise en œuvre de la réforme de la carte judiciaire.

Pour la seule année 2011, 177 millions d'euros sont consacrés à l'immobilier des palais de justice et à l'entretien courant des bâtiments judiciaires.

*
* *

Disposer de locaux rénovés et fonctionnels est indispensable pour que l'œuvre de justice puisse s'accomplir au mieux, pour que nos juridictions puissent mieux fonctionner. Rénover, construire de nouveaux locaux est l'un des vecteurs de modernisation de l'institution judiciaire, parmi tous les chantiers que nous avons engagés pour offrir à tous une justice plus accessible et plus proche.

L'immobilier n'est que l'un des aspects, certes fondamental, de l'action que nous menons pour que notre justice fonctionne mieux. J'ai bien conscience des besoins matériels de nos juridictions, ainsi des délégations exceptionnelles de crédits ont été faites en juillet dernier pour améliorer les conditions de travail des magistrats, greffiers et personnels de justice : pour la Cour d'appel d'Amiens ce sont ainsi plus de 240.000 euros qui ont été déployés, dont 36.000 pour Laon, afin de renforcer les équipements bureautiques et mobiliers.

L'Etat est à vos côtés, mais je sais aussi pouvoir compter votre implication pour que l'œuvre de justice puisse s'accomplir pleinement. Acteurs judiciaires, élus, partenaires de la société civile, c'est grâce à votre mobilisation et à notre volonté d'agir ensemble que nous pouvons offrir à nos concitoyens une justice de qualité et efficace, en tout point de notre territoire.